



ÉDUCATION : QUELS ENFANTS LAISSERONS-NOUS AU MONDE ?

Grand Angle (pages 5 à 9)



FOCUS

**LA GUERRE DE L'EAU
AURA-T-ELLE LIEU ?**
(PAGES 10-11)

TRANSPORT

**CONCURRENCE TER : LA
RÉGION DANS LE FLOU**
(PAGE 12)

ENVIRONNEMENT

**NATURA 2000 :
FÉODALISATION EN COURS**
(PAGE 16)





Gergovie : échange et vigilance

Une délégation d'élus du groupe a pu visiter le site de Gergovie le 13 avril 2023 pour échanger et découvrir les contours du projet Gallicité.

+ d'infos



Soutien aux athlètes en situation de handicap

Nous soutenons nos athlètes en situation de handicap toute l'année, comme ici pour le championnat de France de Foot-Fauteuil où l'équipe de Bâgé (Ain) a performé.

+ d'infos



Retraites : 64 ans, c'est non !

Nous étions aux côtés des manifestantes lors des 14 journées de mobilisation contre la réforme des retraites aux quatre coins de la région. 64 ans, c'est toujours non !



Mission Lycées à votre rencontre

Grosse actualité du semestre : notre Mission Lycées, avec les autres groupes de gauche, pour aller à la rencontre des lycéen·nes et échanger sur leurs besoins (cf. page 7).



Convergence des luttes devant l'hôtel de région de Lyon

Le 29 juin dernier, nous étions présent·es aux côtés des syndicats et collectifs de luttes devant l'hôtel de région pour dire STOP aux régressions de Laurent Wauquiez !



EPR : ni ici, ni ailleurs !

Nous restons mobilisé·es contre le développement du nucléaire dans notre région, alors que le gouvernement prépare l'installation d'EPR à Tricastin ou à Bugey.

· ÉDITO ·

Ça y est : Laurent Wauquiez est déjà reparti en campagne, cette fois pour la présidentielle de 2027 ! Il n'avance même pas masqué, utilise copieusement les moyens du conseil régional pour sa communication personnelle, voyage aux frais du contribuable pour échanger avec l'ultra-conversateur gouverneur du Texas Greg Abbott, et organise ce fameux « **dîner des sommets** » à plus de 1000 euros par convive (cf. page 16).

Laurent Wauquiez sait se faire des ami·es. Dans l'hémicycle, **il ne cache même plus sa proximité avec le groupe d'Eric Zemmour**. L'idéologie de l'éditorialiste d'extrême-droite séduit le président de région, qui en profite pour muscler son discours identitaire et nationaliste.

Pendant ce temps, notre planète et notre région accumulent les records de chaleur, le dérèglement climatique s'accélère, et les **préoccupations sociales** - inflation, sentiment de déclassement, dépression et éco-anxiété -, couplées à la faiblesse de notre système démocratique, transforment **notre pays en une poudrière**, jusqu'aux émeutes urbaines.

Désormais, tous les partis se battent pour **se revendiquer plus écolos que les écolos**, y compris dans les rangs de la droite extrême, mais dans une ignorance crasse des rapports du GIEC et une irresponsabilité écocidaire. Verdir la croissance économique ne suffira pas pour préserver le vivant. Il faudra faire des choix, réaffecter l'argent public aux bons endroits et réorganiser de manière démocratique nos activités.

En attendant 2028 et l'alternance écologiste en région, cette année, nous avons évité le pire pour certains **acteurs culturels**, pour Filactions et pour les **espaces Natura 2000**, ces réservoirs d'espaces protégés indispensables à la biodiversité et à notre qualité de vie. Nous travaillons sur l'eau et le **scandale sanitaire à venir sur les PFAS** (cf. Focus, pages 10-11). Et nous obligeons l'exécutif à sortir le porte-monnaie pour la rénovation des **lycées en mauvais état** grâce à la Mission Lycées. Après un dossier sur le climat l'an dernier, pour cette 2e édition du Papier de Vert, nous avons choisi de vous parler d'**éducation, 2^e compétence régionale** (cf. Grand Angle, pages 5-9).

Tout au long de notre mandat, nous continuerons à incarner ce pour quoi vous nous avez élu·es : **la défense du vivant, l'éthique, le respect des institutions républicaines et la justice sociale**. Préserver le présent et préparer l'avenir. Bonne lecture !

Fabienne Grébert, co-présidente, conseillère régionale de Haute-Savoie
Maxime Meyer co-président, conseiller régional de l'Ain

Papierdevert

L'ÉCOLOGIE QUI DÉCAPE EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Co-direction de publication : Maxime Meyer et Fabienne Grébert, co-président·es du groupe

Rédaction : Enzo Poultreniez, Luc Antoine, Diane Dromard, Alice Hinschberger, Noah Loisy

Graphisme : Olivier Ruiz

Impression : IML Communication, imprimerie éco responsable certifiée PEFC et IMPRIM'VERT (Saint-Martin-en-Haut, Rhône)

Tirage : 3 000 exemplaires - Edition de juillet 2023

Séminaire du groupe à Super-Besse (63) - Juillet 2023



· BRÈVES DE MANDAT ·

Quartiers populaires : un plan d'urgence en 10 actions

Les émeutes à la suite de la mort de Nahel, en juin 2023, ont durement touché notre région. Immédiatement, les discours sécuritaires et xénophobes ont fleuri et Laurent Wauquiez s'est précipité pour surenchérir. 400.000 personnes vivent dans les 140 quartiers prioritaires de notre région. Ces quartiers ont besoin de services publics, de commerces, d'associations soutenues, et pas uniquement de caméras de vidéosurveillance. C'est l'objet du **plan régional d'urgence pour les quartiers populaires** que nous avons proposé à l'exécutif.

Les étudiant-es précaires en sanitaire et social au pain sec et à l'eau

Les métiers du sanitaire et du social, c'est 16% de l'emploi salarié dans notre région. Ce secteur connaît une tension croissante de recrutement avec le vieillissement de la population et les départs en retraite. La Région étant compétente dans ce domaine, la droite a décidé de s'attaquer au fonds d'aide d'urgence créé en 2008 pour aider les étudiant-es en difficulté, en baissant le plafond d'aide de 3 500 à 3 000 euros, et en durcissant les conditions d'accès. Après réforme, les commissions de février et mars n'ont validé que 21 soutiens, contre 114 en 2020 et 2021.

17 mai : un medley des dérapages LGBTphobes de Laurent Wauquiez

« Honte à vous, ceux qui préférez faire du bricolage sur la famille et le mariage, plutôt que de l'aide aux entreprises », rétorquait le député Laurent Wauquiez aux défenseur-es du mariage pour tous, dont nous avons fêté les dix ans en mai 2023. Loin de regretter cet engagement pour La Manif pour tous, il affirme qu'il n'a « jamais transigé sur ses valeurs ». Notre groupe condamne fermement ces propos, l'absence d'action de la part du conseil régional concernant les violences homophobes, et les baisses de subventions aux associations LGBTQIA+ depuis que Laurent Wauquiez est aux commandes.



Dans les Alpes, le ski jusqu'au dernier flocon de neige

Alors que le réchauffement a franchi les +2°C dans les Alpes, la Région s'obstine à financer des canons à neige et des retenues collinaires. En décembre, l'exécutif refusait notre vœu pour adapter les compétitions sportives au changement climatique, puis il a déboursé 15 millions d'euros pour les championnats du monde de ski à Courchevel. Comme si cela ne suffisait pas, la Région entre maintenant au capital de la Compagnie des Alpes. Quand va-t-on enfin investir massivement dans l'après-ski pour protéger nos vallées et nos montagnes ?



International : Pour la Région, l'argent n'a pas d'odeur

Les partenariats aveugles où seuls le business et le financement d'ami-es d'extrême-droite comptent continuent à la Région. Après Nawraj, association libanaise dirigée par un ex-chef des phalanges chrétiennes aux responsabilités au moment des massacres de Sabra et Chatila, ou encore les liens opaques avec la Russie jusqu'à la veille de la guerre en Ukraine, l'exécutif a dernièrement financé la Chambre de commerce France-Israël, sans garantie de respect du droit international par rapport aux territoires palestiniens occupés.

Administration régionale : la valse des DGS et des conditions de travail

Après le départ du directeur général des services (DGS) Philippe Bailbé en août 2022, son successeur, Franck-Olivier Lachaud, n'aura pas tenu longtemps. Il était chargé de réduire les dépenses malgré l'augmentation du point d'indice des fonctionnaires - encore inférieure à l'inflation -, et l'explosion des coûts des fluides. Il s'est plutôt forgé une réputation de brute et de fossoyeur des emplois publics, jusqu'à choquer certains membres de l'exécutif et provoquer une grève des agents, puis son départ précipité dès juillet 2023. Nous attendons sans impatience la personne qui lui succédera pour effectuer encore les sales besognes...

ÉDU CATION



Quels enfants laisserons-nous au monde ?

C'est à cette question provocante que Philippe Meirieu a proposé de répondre : « *Il s'agit de former des femmes et des hommes debout. Des êtres capables d'assumer notre histoire et de penser par eux-mêmes. De s'émanciper de toute forme d'emprise, de s'associer pour construire ensemble du bien commun, d'inventer des projets neufs capables de mobiliser et de promouvoir un peu plus d'humanité dans ce monde. Des êtres qui puissent résister au déchaînement des pulsions qui nous menacent et y opposer une détermination sereine pour construire une paix qui ne soit pas celle des cimetières. Des êtres qui ne se bercent pas d'illusions, mais puissent concrètement, au quotidien, élaborer les conditions de la survie de notre planète et travailler pour un monde à hauteur d'homme* »¹.

En somme, l'inverse de la politique éducative menée par Laurent Wauquiez, qui a diminué cette année les financements dédiés aux **projets pédagogiques**, réduits à 4 axes seulement : fierté régionale, volonté d'entreprendre, valeurs républicaines et sport. Exit la culture, la santé sexuelle et les séjours linguistiques. Ont suivi la suppression des aides pour « comportement incivique », les fantasmes toujours plus vifs sur le « mérite » et enfin l'extension du Pass Région au permis de chasse !

L'éducation et la formation sont le **deuxième bloc de compétences et le deuxième budget du conseil régional**, derrière les transports. Lors des élections, nous avons dégagé des priorités pour les lycées: l'isolation thermique et la sobriété énergétique, et une alimentation saine et durable pour préserver la santé des jeunes tout en luttant contre le gaspillage alimentaire. Ces mesures sont les boussoles qui guident notre action, mais la tâche n'est pas aisée face à un **exécutif sourd à nos alertes comme à celles des acteurs de terrain**.

La question du **bâti des lycées** publics a été un enjeu majeur, avec la nécessaire rénovation thermique de nombreux établissements, les plans de sobriété et de solarisation proposés par l'exécutif ou encore le bien-être des lycéen·nes, car de bonnes conditions d'études impliquent un environnement de qualité.

Dans les lycées, la question des

conditions de travail des 6 000 agent-es de la Région se pose aussi. Ces derniers font part d'un mal-être croissant auquel l'externalisation progressive de plusieurs missions ne varien arranger. Ce démantèlement programmé du service public aura un impact sur l'entretien, l'accueil et la restauration. Or, cette dernière est déjà en difficulté avec la hausse des tarifs de cantine, sur laquelle la Région a refusé d'agir. Assurer une alimentation saine, équilibrée et à bas prix devrait être une priorité des politiques publiques.

D'autres chantiers nous attendent, comme la **réforme à venir du lycée professionnel** : Emmanuel Macron et Laurent Wauquiez sont ici main dans la main pour faire des lycées professionnels un vivier de main d'œuvre docile pour les entreprises. Notre vision de l'éducation est à l'opposé de celle de l'exécutif, verticale et solitaire, tournée vers le mérite, la performance et la rentabilité, au détriment de la qualité du service et de l'émancipation.



¹6e colloque petite enfance, Lausanne, 2008 - Actes.

· Du plan Marshall au plan de solarisation, les lycées victimes des coups de com de Laurent Wauquiez ·

La situation des lycées publics de notre région est préoccupante. Alors que l'exécutif de droite a décidé d'exclure l'opposition des conseils d'administration des lycées pour ce mandat, contrairement à la pratique passée, nous nous étions résolus à créer avec les autres groupes de gauche une **mission d'information et d'évaluation (MIE)** sur les lycées. Celle-ci nous a été refusée au dernier moment par Laurent Wauquiez, le jour même où le conseil municipal de Lyon votait une MIE sur la sécurité à la demande des groupes de droite. Deux institutions, deux pratiques de la démocratie...

Pour justifier ce refus, l'exécutif a présenté à la hâte en décembre un bilan du « **plan Marshall pour les lycées** » du précédent mandat, ainsi qu'un nouveau plan d'investissement pour celui-ci. Petite astuce de communication : seules 25 des 199 opérations présentées en fanfare sont nouvelles, les autres étant des opérations non menées mais prévues par le précédent plan, soit un taux de recyclage de 87% ! La voilà, l'écologie positive ! Toutes ces raisons nous ont poussés à lancer notre propre consultation citoyenne, la Mission Lycées (cf. page 7).

À défaut d'engager de réelles politiques de long terme, l'exécutif décide de mettre en place des plans destinés à répondre à un besoin spécifique à un moment donné. Premier épisode à la rentrée scolaire 2022, avec un **plan de sobriété des lycées**. Il contenait

plusieurs mesures pour réduire la consommation et les factures d'énergie des établissements. Ce plan est bienvenu, mais tardif et en deçà des besoins réels de nos lycées pour payer les factures énergétiques et garantir de bonnes conditions d'étude et de travail. Or, les dépenses de fonctionnement semblent rebuter l'exécutif régional. Pour rappel, **sur les six dernières années, le budget de fonctionnement alloué aux lycées publics de la région, rapporté au nombre d'élèves, a baissé de 15%**. Pendant ce temps, des lycéennes grelottent l'hiver.

Deuxième épisode en juin 2023 : **un plan de solarisation des lycées** prévoyant l'installation de panneaux solaires sur les toits des bâtiments durant le mandat. Sobrement nommé « Faire d'Auvergne-Rhône-Alpes la région la plus solarisée d'Europe » alors qu'il ne prévoit concrètement que 10 000 m² de panneaux solaires par an, ce rapport n'est en réalité qu'un artifice de communication, alors même qu'un investissement massif dans la solarisation des lycées serait, de l'aveu même de l'exécutif, rentable.



Cantine : toujours plus cher et hors la loi

En octobre 2022, l'exécutif annonçait geler les **tarifs des cantines scolaires** jusqu'à la fin de l'année... civile. C'était donc un gel de trois mois seulement, qui n'avait aucun effet réel. Une annonce gratuite ! Et tant pis pour **les familles qui ont dû absorber la hausse de coûts cette année**, quand d'autres régions ont décidé de prendre en charge le surcoût lié à l'inflation alimentaire.

En mars 2023, après les prix, c'est la diversité des repas qui était épinglée, avec le **non-respect de l'obligation légale d'instaurer au moins un repas végétarien par semaine**. Cette mesure permettrait pourtant de diminuer les émissions de gaz à effet de serre, tout en répondant à une demande croissante de nos jeunes.

Tarifs des transports scolaires : combien de perdants ?

Depuis 2017, la Région a récupéré progressivement la compétence en matière de transports scolaires, précédemment gérée par les départements. **La Région compte 3 937 lignes scolaires qui transportent 187 500 élèves** (chiffres 2021). Les écarts de tarifications restent très importants : gratuité pour les élèves de l'Ain, de l'Allier, de l'Isère, mais des tarifs allant de 90 euros en Ardèche à 234 euros pour la dernière tranche de quotient familial dans le Puy-de-Dôme. **Plus de la moitié des élèves transportés connaissent actuellement la gratuité**. Que va faire l'exécutif pour harmoniser ces tarifs ? Il faut s'attendre à de nombreux perdants, surtout dans la course aux économies budgétaires que mène Laurent Wauquiez.

Mission Lycées : faisons la lumière sur l'état des lycées de la région !

C'est LA mobilisation de l'année pour notre groupe et les trois autres groupes de gauche. **Nous alertons depuis longtemps sur la situation des lycées publics de la région.** Entre la baisse des budgets de fonctionnement et du nombre d'agent-es, qui affecte fortement les activités des établissements, la dégradation de plusieurs d'entre eux et les conséquences de l'inflation pour les produits alimentaires comme pour les charges de viabilisation, les problèmes sont nombreux et la situation ne va pas en s'améliorant.

À chaque commission Education-Lycées, nous demandons une évaluation du plan pluriannuel d'investissement pour la période 2016-2021, surnommé « plan Marshall pour les lycées ». Face au refus et à **l'opacité de l'exécutif de Laurent Wauquiez**, nous avons lancé notre propre enquête citoyenne, dénommée **Mission Lycées**.

Nous avons ouvert une **plateforme participative hébergée par Civocracy**, le même prestataire que la Région a utilisé pour sa consultation publique sur le SRADDET, afin de recueillir un maximum de contributions de la part des élèves et personnels des lycées publics de la région.

Durant trois mois, les élues de gauche et écologistes, aidé-es par les militant-es des organisations de jeunesse et lycéennes de la région, sont allé-es tracter

devant les lycées pour faire connaître la plateforme et les inciter à y contribuer. Quatre vagues de tracts ont eu lieu dans l'ensemble des départements de la région.

Cette mobilisation a été un succès, puisque **5 716 personnes ont participé, dont au moins 3 990 lycéen-nes de la région.** Notre objectif initial était d'atteindre 1% des lycéen-nes, et nous l'avons doublé en atteignant les 2% ! Parmi les 305 lycées publics de la région, 221 ont reçu au moins une contribution, et 21 lycées ont même reçu plus de 50 contributions. Ceci montre que **notre enquête s'est bien diffusée sur l'ensemble du territoire régional**, malgré la faiblesse de nos moyens de communication : pas possible pour nous d'acheter des pleines pages d'encarts publicitaires dans les journaux ou de couvrir les abribus de messages autopromotionnels, comme Laurent Wauquiez.

Alors que l'exécutif a répliqué pendant plusieurs mois en expliquant qu'il n'y avait « *plus aucun lycée en mauvais état dans notre région* », **les témoignages recueillis sont parfois accablants**, comme au lycée du Bugey, à Belley (Ain), où les bâtiments sont dans un état de vétusté affolant.

À partir des données collectées, nous présenterons mi-octobre un rapport sur l'état des lycées, que nous remettrons à Laurent Wauquiez pour le pousser à agir. La mobilisation pour offrir des conditions de travail et d'études dignes dans nos lycées ne faiblira pas !



Externalisation dans les lycées : le démantèlement programmé du service public

En mai 2023, les agent-es de la Région étaient en grève pour dénoncer le **démantèlement du service public** par Laurent Wauquiez et son exécutif. Une première depuis 2019 ! Réduction des effectifs, gel de la masse salariale, dégradation des conditions de travail... Les causes de leur mal-être sont nombreuses. Nos échanges avec les syndicats d'agent-es ont

confirmé la volonté inavouée de l'exécutif d'**externaliser plusieurs missions de service public dans les lycées, notamment en matière de restauration scolaire, d'entretien et de maintenance.**

Qui dit externalisation dit remplacement des agent-es par des prestataires privés, avec un fort risque de baisse des conditions de travail pour les personnes et de perte de qualité du service effectué, la rentabilité passant avant. A l'inverse, les 6 000 agent-es des lycées sont attaché-es à leurs missions, réalisées avec un esprit de service public consciencieux.

Jeunesse : la politique de la carotte et du fusil

La Région a renoncé à une politique de jeunesse progressiste. Permettre l'émancipation, l'épanouissement et la suppression des inégalités sociales sont autant d'enjeux qui passent sous les radars de l'exécutif. Les lycées se sont vus amputés de **projets pédagogiques** culturels, internationaux ou environnementaux, pour centrer le financement du devoir de mémoire, de l'esprit d'entreprise et du sport de haut niveau. Les enseignant-es y perdent de leur liberté académique, et les lycéen-nes des opportunités de s'ouvrir sur le monde, l'art et la nature.

L'exécutif passe un nouveau cap en **élargissant le Pass'Région au permis chasse**. Cet outil permettait initialement de donner accès aux jeunes, lycéen-nes ou apprenti-es entre 15 et 25 ans à différents droits comme les manuels scolaires, et des facilités pour des sorties culturelles, la pratique sportive, ou encore le permis de conduire...

Désormais, le permis de chasse est pris en charge à hauteur de 30 euros, et à budget constant, donc au détriment des activités culturelles, notamment. En commission, la vice-présidente a assuré qu'il s'agissait d'encourager la pratique d'activités extérieures. À l'heure du dérèglement climatique, il y a tant et surtout bien mieux à faire pour encourager les activités extérieures de pleine nature, de préservation et de protection du vivant.

La Région a aussi choisi de consacrer 750 000 euros à la création de « bourses de la réussite » destinées aux lycéen-nes des familles les plus modestes, mais avec une vision trop simpliste de ladite réussite. Pas question de récompenser celui qui décroche son CAP dans des conditions d'apprentissage dégradées, ou celle qui, arrivant en France, décroche son bac sans que le français soit sa langue maternelle. Récemment, les conditions d'obtention de cette bourse ont été revues pour que les bonnes notes soient le critère prépondérant. **La politique jeunesse de l'exécutif tient en quelques mots : « chasse, patrie, mérite et entreprise ».**



Universités et recherche : pas de place pour l'innovation sociale

Dans cet hémicycle comme ailleurs, on ne parle plus de progrès mais d'innovation ! Il est désormais clair qu'on ne demande plus aux scientifiques d'accroître les connaissances des gens et des entreprises pour permettre un progrès de notre société, mais de nouvelles **innovations pour rester compétitif et augmenter les bénéfices dans une mondialisation sans pitié pour les humains comme pour la planète**. Nous, écologistes, pensons que l'innovation ne doit plus être uniquement associée à l'entreprise et à la technologie. Comme l'indique la Banque publique d'investissement : « *beaucoup de démarches d'innovation sont d'ordre organisationnelle, sociale, citoyenne, liée aux usages. Elle est de plus en plus co-conçue avec l'utilisateur final dans le cadre d'un processus qui ne se limite plus au couple chercheur/industriel* ». En somme, la recherche se doit d'être pluridisciplinaire. Nous ne pouvons pas nous contenter

d'assigner à l'enseignement supérieur le seul rôle de trouver un emploi à notre jeunesse. **Nos enseignant-es sont aussi là pour former des individus émancipés, épanouis, capables de s'engager dans les transitions sociétales et technologiques nécessaires à un futur viable et désirable.**

Le plan « Région des techniciens et des ingénieurs » proposé par l'exécutif, que nous avons voté, en est le parfait exemple. **Nous avons demandé à ce qu'il soit enrichi**, car les besoins de notre société encore peu couverts, et pour lesquels l'innovation sociale est importante, sont nombreux. Il peut parfois s'agir de problématiques structurelles comme l'emploi ou le logement, de problématiques émergentes comme le vieillissement de la population, mais aussi des nouvelles formes d'exclusion sociale. Malheureusement, ces ambitions n'ont pas été prises en compte dans le rapport voté par la majorité. Nous le réaffirmons: il est nécessaire de procéder à un rééquilibrage et à un renforcement des forces de recherche en encourageant les liens entre sciences et sociétés.

• Formation : des économies sur les dos des plus fragiles •

Le saviez-vous ? **La formation professionnelle est une des grandes compétences régionales.** L'exécutif semble, encore une fois, l'avoir oublié. Aucun plan d'ampleur, et même aucun rapport en assemblée plénière pour cette nouvelle année de mandat. Nous nous sommes cantonnés à voter des rapports en commission permanente, où on ne peut que constater la vision adéquatniste de l'exécutif.

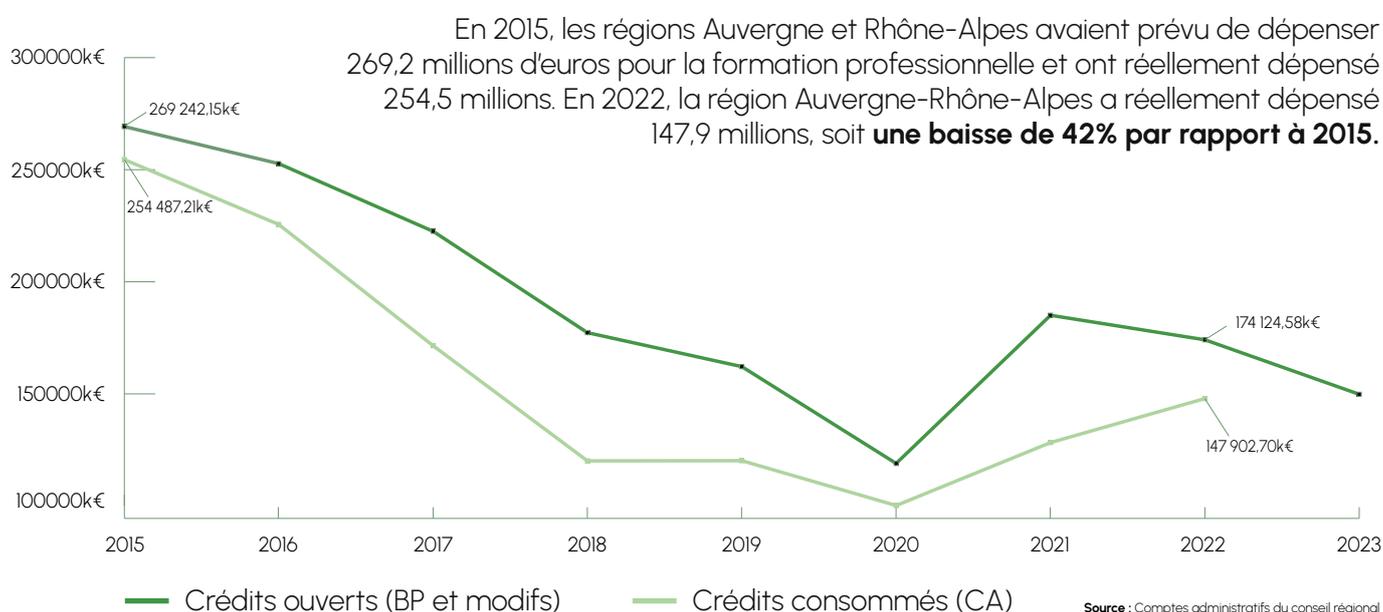
Une vision austère, en baisse de moyens, et où les structures, si essentielles à la formation et à l'insertion des plus précaires, se voient de plus en plus contraintes par une obligation de résultats ou, devrait-on dire, de rentabilité. Les missions locales voient leur convention revue, avec la part variable de leur subvention - versée au prorata des objectifs atteints en fin d'année - passant en 2024 de 5 à 20%. Nous observons déjà cette tendance avec les CIDFF (Centres d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles) et les MIFE (Maisons de l'Information sur la Formation et l'Emploi). Ces structures de l'insertion sociale touchent des publics fragiles, précaires, éloignés de l'emploi, notamment les jeunes, les femmes isolées et les adultes en situation de précarité. Alors que nous voyons par ailleurs des sommes énormes versées au campus de l'aéronautique, nous avons le sentiment

que **l'exécutif fait des économies sur le dos des jeunes et des personnes en situation de fragilité.** Décidément, cet exécutif est dur avec les acteur-es de terrain au plus proche des populations loin de l'emploi.

Traitement de faveur pour le campus aéronautique

En commission formation, nous avons eu droit à la présentation de l'Académie aéronautique de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, portée par une association hébergée à l'hôtel de région et présidée par la première vice-présidente Stéphanie Pernod. À la lecture de la convention qui la lie avec la Région, nous découvrons qu'elle bénéficie d'un paiement mensuel de sa subvention de fonctionnement et qu'elle peut conserver les fonds qu'elle n'a pas utilisés en fin d'exercice sur demande ! Un **traitement de faveur**, quand on sait que toutes les autres structures reçoivent en début d'exercice les $\frac{3}{4}$ de la subvention de fonctionnement et le complément en fonction de l'atteinte des objectifs. Par ailleurs, le budget de fonctionnement de 500 000 euros couvre 3 emplois pour 176 000 euros et plus de 100 000 euros de frais de fonctionnement. C'est beaucoup quand on sait qu'elle est hébergée dans les locaux de la Région !

Évolution des crédits ouverts et consommés sur la sous-fonction 11 « Formation professionnelle » en investissement (chapitre 901) et fonctionnement (chapitre 931) du budget de la région AuRA, en k€



LA GUERRE DE L'EAU

L'eau : une ressource menacée

Deux tiers des nappes phréatiques françaises sont en niveau d'alerte élevé, y compris dans notre région. Les niveaux des nappes du couloir Rhône-Saône sont de bas à très bas, avec des minimums historiques pour la Bresse, la Dombes, l'Est Lyonnais et le Dauphiné. **L'eau est une ressource menacée : chaque été vient désormais nous le rappeler, et la situation ne va pas s'améliorer.** Les projections annoncent une baisse de débit du Rhône de 50% d'ici 2050.

L'eau n'est pourtant pas une priorité pour Laurent Wauquiez. Ses choix politiques sont à rebours des enjeux actuels. En effet, plus de 10 millions d'euros de subventions régionales ont été alloués à l'**irrigation**, notamment du maïs. En montagne, 80 millions d'euros ont été investis pour **créer de la neige artificielle**, véritable plaie pour le cycle de l'eau, dont 550 000 pour créer ou étendre des retenues collinaires. L'argent public est donc employé pour vider davantage les nappes, car les retenues collinaires et les bassines aggravent les sécheresses en puisant de l'eau dans les sols pour la mettre en surface, où elle s'évapore. Si cette fuite en avant continue, nous manquerons cruellement d'eau dans nos sols, dans nos robinets et dans nos champs.

On peut y ajouter les centaines de millions d'euros dépensés en **artificialisation des sols, y compris des zones humides**, comme la RN88, empêchant l'eau de s'y infiltrer. **La meilleure façon de protéger les milieux, c'est de respecter le grand cycle de l'eau** : laisser s'infiltrer l'eau dans les sols, végétaliser, débitumer, laisser l'eau recharger naturellement nos rivières, choisir des cultures plus économes en eau et favoriser les pratiques agroécologiques.



Pour la paix de l'eau

Dans leur rapport de février 2022, les expert-es du GIEC alertent sur l'insuffisance des politiques publiques afin de lutter contre le réchauffement climatique au-delà de 3°C. Parmi elles, les impacts irréversibles qu'entraîne le manque d'eau dans les villes ne semble pas intéresser la Région Auvergne-Rhône-Alpes. En effet, Laurent Wauquiez continue de soutenir des projets de mégabassines et de retenues collinaires qui ne font qu'accentuer la pression sur nos ressources en eau, sans que ne soient jamais remis en cause la façon de produire et le modèle tout-ski en montagne.

Heureusement, **notre groupe s'est fortement mobilisé contre le projet de retenue collinaire de La Clusaz** (Haute-Savoie), ayant pour vocation principale, non pas d'aider le secteur agricole, mais d'alimenter les canons à neige. Ce projet de 148 000 m³ a subi un coup d'arrêt, le juge estimant « **que l'intérêt public qui découle de la réalisation d'une retenue collinaire essentiellement destinée à assurer l'enneigement artificiel de la station est insuffisant à remettre en cause l'urgence qui tient à la préservation du milieu naturel et des espèces qu'il abrite avec des conséquences qui ne seraient pas réversibles** ». C'est une belle victoire pour nos montagnes !

Mais la Région ne s'arrête malheureusement pas là... Dans le Puy-de-Dôme, deux mégabassines de 15 à 18 hectares sont en projet ! Notre groupe est inquiet de voir que l'irrigation de 800 hectares de culture est utilisée comme motif pour gaspiller nos ressources, déjà en raréfaction. Les mégabassines ne font qu'augmenter la course perpétuelle vers un modèle d'agriculture intensive, non soucieux de l'urgence climatique.



AURA-T-ELLE LIEU ?

• Au pays des polluants éternels •

Les substances per- et poly-fluoro-alkyles (PFAS) sont une famille de molécules utilisées dans l'industrie du textile, des emballages, des mousses anti-incendie et des poêles pour leurs propriétés antiadhésives, imperméabilisantes et résistantes à la chaleur. Appelées « polluants éternels » en raison de leur très longue durée de dégradation une fois dans l'environnement, les PFAS se retrouvent dans notre eau, puis dans notre nourriture. Or, elles peuvent provoquer des risques pour la santé en cas de forte exposition : cholestérol, dommages au foie, risque de cancer, interférence avec le développement du fœtus ou le système immunitaire...

Projetées sur le devant de la scène par des enquêtes journalistiques en 2022, **les PFAS ont fait l'objet de nombreux prélèvements partout en Europe, révélant l'ampleur de la pollution, y compris en Auvergne-Rhône-Alpes**, où l'on compte plusieurs sites de production ou d'utilisation, par exemple à Pierre-Bénite, près de Lyon, ou à Rumilly, en Haute-Savoie.

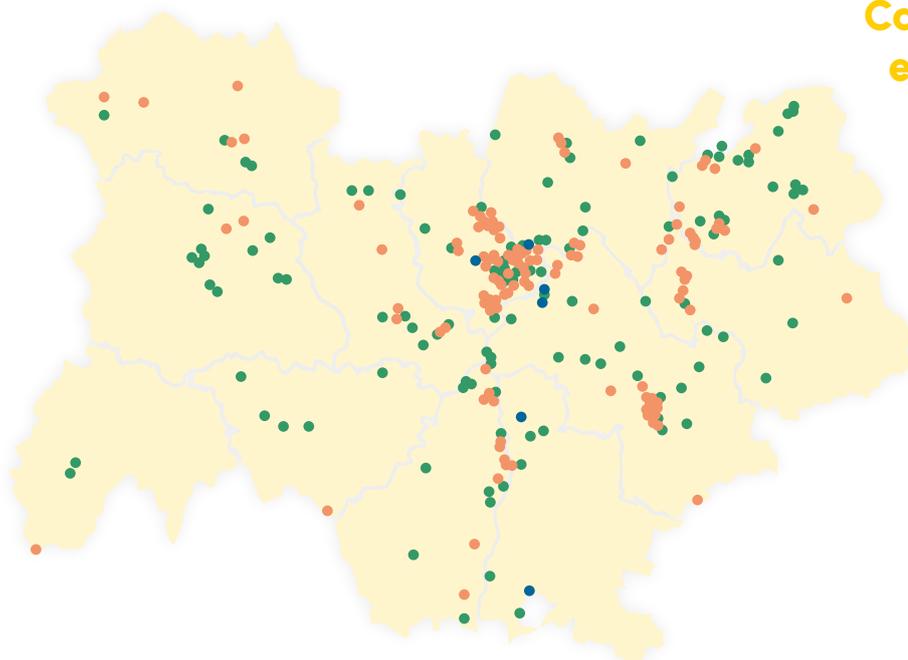
Si certaines des PFAS les plus dangereuses sont déjà interdites ou régulées, les anciens rejets, et ceux qui continuent aujourd'hui, contaminent encore les eaux, les sols et les aliments. La consommation d'œufs issus de poulaillers familiaux a ainsi dû être déconseillée

dans plusieurs communes du sud de Lyon, et des restrictions de captage d'eau ont été décrétées à Rumilly.

En mars 2023, dans un voeu proposé par le groupe écologiste et soutenu par les autres groupes de gauche à la Région, nous avons demandé à l'Etat une transparence totale sur les risques liés au PFAS, le financement de nouvelles enquêtes sanitaires et d'un programme de dépollution, l'indemnisation des agriculteurs touchés, l'accompagnement des industriels vers l'arrêt de l'utilisation des PFAS et la promotion d'une interdiction européenne de ces substances. Fait rare : **notre voeu a été soutenu par l'exécutif et très largement adopté par le conseil régional.**

Les PFAS ne sont qu'une pierre de l'édifice de pollutions que nous subissons chaque jour, auquel on peut ajouter celles des pesticides, déversés par millions de tonnes dans la nature par l'agro-industrie dans sa course à la productivité, avec le soutien actif de l'exécutif régional. **Les écologistes d'Auvergne-Rhône-Alpes soutiennent un changement de paradigme, avec une agriculture plus respectueuse de la biodiversité, plus durable et plus responsable.**

Carte des polluants éternels en Auvergne-Rhône-Alpes



LÉGENDE

- Contamination présumée ●
- Contamination détectée ●
- Utilisateur de PFAS ●

T R A N S

• Concurrence TER : la Région dans le flou •

Après le fret et les lignes internationales dans les années 2000, puis les TGV et les Intercités récemment, ce sont **désormais les TER qui s'ouvrent à la concurrence**. Cependant, les régions ont encore une marge de manœuvre. Il leur reste deux possibilités afin de ne pas opérer cette ouverture à concurrence : conventionner pour dix ans avec la SNCF avant décembre 2023, ce qu'ont fait les régions Bretagne, Occitanie et Centre-Val-de-Loire, ou développer le service ferroviaire, comme l'autorise la loi.

En Auvergne-Rhône-Alpes, nous sommes dans le flou. En juin, l'exécutif a présenté sa **stratégie d'allotissement** de la région avec six lots progressivement privatifsés :

Auvergne en 2029, Étoiles de Chambéry et Grenoble en 2032-2033, « longues distances » en 2033-2034, Haute-Savoie et transfrontalier en 2034, Étoile de Lyon en 2034, et un lot pour l'information des usagers et les billets.

La Région dit vouloir conventionner avec la SNCF avant la fin de l'année, mais rien ne le garantit, en l'absence de nouvelle convention TER. Laurent Wauquiez ne cesse de jouer la montre et met la pression à la SNCF. Nous restons vigilant-es et fermement opposé-es à cette ouverture à la concurrence du réseau TER, coûteuse, complexe et qui annonce surtout désorganisation et risque de *dumping* social.



Vélo : la Région n'assume pas son rôle

Le conseil régional a voté au mois de mars un **plan vélo qui se limite aux véloroutes voies vertes** et fait totalement l'impasse sur la mobilité du quotidien. **La Région aurait dû assumer à travers cette politique son rôle de cheffe de file en matière d'intermodalité**, mais elle prévoit de n'aider les collectivités locales qu'à hauteur de 20%, alors que, dans le même temps, la déviation de la RN88 est financée à 90% en Haute-Loire. La vérité des prix révèle les priorités de l'exécutif. Nous espérons que Laurent Wauquiez ira jusqu'au bout de son projet de développer une maîtrise d'ouvrage régionale, pas comme pour la ViaRhôna dont il s'est désengagé l'année dernière. Nos six amendements à son plan ayant été rejetés, nous gardons un doute sur son volontarisme en faveur du cycle.

Les fantasmes sur l'hydrogène ont de beaux jours devant eux

La Région est présente dans la caravane du Tour de France avec des véhicules à hydrogène « zéro CO2 ». Avez-vous vu passer cet encart publicitaire ? L'exécutif promeut à outrance l'hydrogène pour les véhicules individuels, mais qu'en disent les scientifiques ?

Si l'hydrogène ne rejette pas de CO2 au moment de la combustion, sa production, aujourd'hui surtout par vaporeformage du méthane, est très émettrice, tout comme son transport, et les modes de production alternatifs sont peu efficaces. Les études montrent que l'hydrogène n'est utile que pour les mobilités lourdes et l'industrie. Alors, **oui à la recherche sur l'hydrogène et à son développement raisonnable, mais non à la communication mensongère et fantasmagorique de l'exécutif.**

P O R T S

· Mobilités : l'investissement toujours bloqué ·

Le Contrat de plan État-Région (CPER) est un document par lequel État et Région s'engagent sur le financement pluriannuel de projets d'ampleur. Un premier volet du CPER 2021-2027 a été voté en 2022, hors mobilités (cf. page 15).

Il a fallu attendre juin 2023 pour que le gouvernement annonce son ambition sur les CPER Mobilités, avec **8,6 milliards d'euros promis jusqu'en 2027, dont 2,6 milliards pour les transports collectifs et 2,5 milliards sur le ferroviaire**, pour la modernisation du réseau, le fret, la mise en accessibilité PMR des gares. À noter : les nouvelles lignes à grande vitesse ne sont heureusement pas incluses.

Ces sommes restent très modestes pour à la fois renforcer le réseau actuel, rouvrir des dessertes fermées, et enclencher les projets tant attendus de RER métropolitains.

· Projet de 2^e Lyon-Turin : c'est toujours non ! ·

Les 17 et 18 juin, nous étions présentes à Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie), aux côtés de militant·es, pour nous opposer au projet de deuxième ligne ferroviaire entre Lyon et Turin. Les élu·es ont joué un rôle déterminant de médiation avec les forces de l'ordre. Les écologistes qui s'opposent au train ? Cela a de quoi surprendre au premier abord, mais cela fait sens à la lecture des **faits rappelés sur notre site** (cf. QR-code entre les deux photos).

Laurent Wauquiez s'est illustré en affirmant son soutien au projet, mais en limitant son engagement financier (1/3 de la part collectivités du financement des études). **Un engouement qui contraste avec la procrastination dont il fait preuve quand il s'agit d'investir dans le réseau des TER** comme sur le tronçon Thiers-Boën ou la rive droite du Rhône. Des investissements utiles aux habitant·es des territoires dont il se fait pourtant le défenseur. Nous réitérons notre opposition à ce projet inutile et prônons un investissement massif dans le réseau ferroviaire en Auvergne-Rhône-Alpes.

Les usager·ères du train attendent de la négociation de la préfète de région avec Laurent Wauquiez des décisions politiques ambitieuses pour le maintien, le développement ou la réouverture de lignes : rive droite du Rhône, Clermont-Ferrand-Saint-Etienne, Mont-Dore, Aubrac, Albertville-Annecy, Lyon-Crémieux, Brignais-Givors... Nous craignons que la copie ne soit pas à la hauteur dans son montant, son calendrier et son ampleur, pour remplir les engagements climatiques pour 2030 signés par la France et répondre aux attentes légitimes des usagers.

Une fois la négociation aboutie, le projet de CPER sera soumis à la consultation du grand public. Gardez un oeil sur notre actualité pour vous mobiliser à cette occasion !



SUR LE FRONT

• Face à l'opacité de l'exécutif, notre combat permanent pour le droit à l'information •

Trop souvent, nous sommes contraint-es de saisir la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA) afin de tenter d'obtenir des documents publics que l'exécutif refuse de partager. En effet, que ce soit vous en tant qu'administré-es, ou nous en tant que conseiller-es de l'opposition, nous disposons tous d'un droit d'être informé de ce qui touche aux affaires de la collectivité. La jurisprudence précise que c'est ce qui permet aux élu-es de remplir leur fonction et de voter en connaissance de cause lors de l'assemblée. Pourtant, l'exécutif préfère ignorer les avis favorables de la CADA concernant la communication des marchés publics liés à l'organisation des « dîners des

sommets », ou encore sur le budget annuel alloué à l'achat, l'installation et l'entretien des panneaux bleus... Sans oublier nos multiples relances orales en commissions thématiques ou lors de l'assemblée plénière, concernant les notes de frais, les voyages à Las Vegas de Laurent Wauquiez et le bail de l'appartement loué à un coût annuel de 320 000 euros par AuRA Entreprise dans le 7^e arrondissement de Paris !

Nous continuerons donc à lutter contre ce manque de transparence, via la formation de recours CADA, voire devant le juge administratif si rien ne bouge !

• Dîner des sommets VS Souper des roturiers •

En octobre 2022, Mediapart révélait l'organisation de deux dîners aux frais de la Région réunissant de nombreuses personnalités, prétendument pour « *créer de grandes synergies entre les acteurs de la région* ». **La tenue de ces « dîners des sommets » interroge** sur plusieurs points, avec au premier plan leur coût astronomique : près de 150 000 euros pour le second dîner le 23 juin 2022 dans le château de La Chaize dans le Beaujolais, avec champagne à flot, soit plus de 1 600 euros par convive. Les dîners se sont tenus dans le plus grand secret, sans qu'aucun autre élu régional ne soit invité, ni même informé de leur organisation. Le seul élu présent était Laurent Wauquiez, si bien qu'on peut se demander si ces événements ne servaient pas ses ambitions politiques personnelles, plutôt que l'établissement de partenariats avec les acteurs et actrices du développement de la Région.

À la suite de notre signalement, en décembre 2022, le Parquet national financier a lancé une enquête préliminaire pour détournement de fonds publics et favoritisme, en février 2023, puis a effectué une perquisition au conseil régional. Malgré un avis favorable de la CADA, nous n'avons toujours pas eu accès aux documents liés à l'organisation des dîners, notamment les factures et la liste détaillée des convives, face à un refus obstiné de l'exécutif.

Pour dénoncer ces dîners, nous avons organisé, le 14 décembre 2022, un « **souper des roturiers** », en faisant le choix de la proximité avec les citoyen-nes, sans gaspillage d'argent public ni gaspillage alimentaire, puisque cette soupe populaire a réuni 250 personnes pour 0 euro. Un deuxième souper des roturiers devrait être organisé en fin d'année : restez au courant !



• CPER : engagements non tenus ! •

Le **Contrat de plan État-Région (CPER) 2021-2027** aurait pu être un formidable outil pour engager la transition écologique et renforcer les services publics dont nos territoires ont tant besoin. Toutefois, le président de région a décidé de nous présenter **un CPER digne du 20^e siècle**. Bien loin de l'effort massif et sans précédent annoncé, c'est en réalité **une augmentation de + 0,072% de la part Région sur le CPER qui a été votée cette année**, mais tout est bon pour Laurent Wauquiez pour mettre en œuvre sa communication.

Véritable gloubi-boulga de différents dispositifs, c'est en réalité une augmentation artificielle de l'enveloppe des territoires de **42% grâce au recyclage des projets du précédent CPER**, comme le projet Viva Cité à Aurillac (Cantal) ou encore la réhabilitation du haras à Annecy (Haute-Savoie). Mais il y a pire : nombre de territoires n'ont aucune nouvelle de leur contractualisation dans le précédent CPER, comme Annecy, Givors ou Bourgoin-Jallieu.

Côté métropoles, rien de bien mieux puisque le soutien de la Région aux projets portés par les métropoles est tout simplement ridicule : 13 millions d'euros pour Lyon,

ou encore 6,3 millions pour Clermont-Ferrand. Enfin, **la transition énergétique et écologique ne représente que 7% du budget total alloué par la Région**. Un montant ridicule pour répondre aux défis du 21^e siècle, qui rendra l'exécutif redevable devant les générations futures.

Tout ceci n'empêche pas Laurent Wauquiez de communiquer fortement dans tous les territoires, sur la base de chiffres mensongers, bien supérieurs à ce qui a été voté en assemblée, tout en s'octroyant les financements de l'État, des départements et des collectivités territoriales.



• Conflits d'intérêt : les affaires continuent à la Région... •

Les conflits d'intérêts continuent de s'accumuler en Auvergne-Rhône-Alpes :

1. En septembre 2022, la commission Sécurité, au prétexte de travailler sur la lutte contre la contrefaçon et la contrebande de cigarettes, **a auditionné un lobbyiste de Philip Morris**, grande entreprise du tabac, pour qui la contrefaçon représente justement un manque à gagner ! Nous avons donc demandé à ce que soient écoutés des acteurs qui luttent vraiment contre les dégâts causés par le tabac, et non le représentant d'une multinationale qui a détruit des vies pour faire de l'argent pendant des décennies !

2. Lors des commissions de septembre 2022 et de mars 2023, la commission permanente était amenée à voter des mandats spéciaux pour envoyer Patricia Picard, élue régionale de la Drôme, s'autoproclamant déléguée à la viticulture, dans des salons agricoles et viticoles, ce qui permet de couvrir ses frais de déplacement. Problème : elle travaille aussi, à titre privé, pour des **lobbys du vin**, si bien que mandat public et intérêts privés s'entrechoquent...

3. Plus récemment, en juin 2022, nous examinions en commission permanente la mise à disposition partielle d'une fonctionnaire du Puy-en-Velay pour « assurer la coordination des agendas du président sur le département de la Haute-Loire ». Après le dîner des sommets et les **soupons d'emplois de cabinets maquillés - l'affaire Sitbon** -, Laurent Wauquiez nous montre à nouveau sa créativité quand il s'agit d'augmenter ses marges de manœuvre avec l'argent public régional. Nous avons écrit à la Chambre régionale des comptes à ce sujet.



ENVIRONNEMENT

De Roybon à la RN88 : la lutte contre l'artificialisation des terres continue !

Décidément, le vivant a besoin d'être défendu en Auvergne-Rhône-Alpes face aux projets pharaoniques soutenus par la majorité. **Nous avons remporté des victoires, dont une de taille pour la forêt de Chambaran (Isère)** face au projet écocidaire de Center Parcs. En effet, le recours victorieux de Myriam Laidouni, clôturant plus de dix ans de luttes aux côtés d'associations et d'acteurs-rices de la ZAD, est un réel succès pour la défense des droits fondamentaux et la protection de nos ressources.

En revanche, **la lutte continue sur le projet de déviation de la RN88 en Haute-Loire**, qui s'apprête à défigurer 140 hectares de nature et est largement contesté par la population locale. Pour éviter ce carnage, des alternatives existent, telles que le développement des transports collectifs et le réaménagement de l'existant. Ces alternatives auraient bien besoin des fonds engouffrés dans ce projet du passé.



Gestion des sites Natura 2000 : la féodalisation est en cours

En février 2022, la loi 3DS a transféré à la Région la gestion et le financement des **zones Natura 2000**. Pour rappel, le réseau Natura 2000 rassemble des sites de l'Union européenne présentant une grande valeur du fait de la faune et de la flore qu'ils hébergent. **En Auvergne-Rhône-Alpes, on en dénombre 261, qui couvrent près de 13% de la superficie de la région !**

Laurent Wauquiez avait fustigé en mars 2022 les animateurs-rices de ces zones, les accusant d'être des militant-es écologistes avec des emplois fictifs.

Ce transfert de compétences constitue une opportunité malheureusement gâchée par la volonté d'hégémonie du président de région, qui souhaite s'arroger la direction des sites, sans concertation avec les collectivités locales et les autres acteurs-rices concerné-es, et au mépris du Code de l'environnement.

Le rapport présenté en juin 2023 contenait plusieurs lacunes. Des

lacunes financières, tout d'abord, avec un budget annoncé de 36 millions d'euros sur six ans alors qu'il était auparavant de 45 millions d'euros. En effet, Laurent Wauquiez n'a pas demandé les fonds européens dédiés. Nous sommes la seule région de France à ne pas l'avoir fait !

Des lacunes humaines ensuite, avec le recrutement de **seulement 11 agents régionaux pour animer 50 sites**, ce qui est bien inférieur aux recommandations européennes.

Des lacunes démocratiques, enfin, à travers la décision de la majorité de présider les comités de pilotage des sites, ce qui est contraire au droit et risque de nuire au bon fonctionnement des sites, vu l'absentéisme chronique des élu-es de droite dans les différents organismes extérieurs.

Nous sommes fier-ères d'avoir bataillé sur ce dossier depuis le début du mandat, et d'avoir permis de « limiter la casse », même si le résultat reste déplorable.

· Culture, santé : l'aversion de Laurent Wauquiez pour l'associatif se confirme ·

Laurent Wauquiez n'aime pas le milieu associatif et le fait savoir. **Cette année encore, la culture a fait les frais du fait du prince.** Le symbole de cette deuxième année de coupes dans le budget culturel est le **Théâtre Nouvelle Génération de Lyon, auquel l'intégralité de la subvention a été supprimée** ! La cause ? Son directeur Joris Mathieu a eu l'outrecuidance de dénoncer une politique de l'intimidation et de la peur à la Région. Sanction similaire pour le festival international du court métrage de Clermont-Ferrand, qui a vu sa subvention baisser de 100 000 euros après les critiques de son directeur envers la politique culturelle régionale. La liberté d'opinion semble donc constituer une ligne rouge pour cet exécutif. Stéphanie Pernod, première vice-présidente, en commission permanente a, quant à elle, clairement assumé la vision étriquée de la culture de cet exécutif : « *Je vais vous dire le fond de ma pensée, on accompagne*

beaucoup trop la culture. S'ils vivaient sur leurs entrées, nous aurions une certaine vérité populaire ». Nous ferons tout pour empêcher cette dérive dangereuse.

L'extrême droite a aussi l'attention de l'exécutif quand il s'agit de **supprimer une subvention à l'association Filations, qui lutte contre les violences faites aux femmes**. En octobre 2022, après une énième pression de l'extrême droite contre cette association, le rapport pour accorder une subvention de 20 000 euros a été purement et simplement retiré par Laurent Wauquiez, sans débat ni réaction possible de l'opposition, permettant à l'extrême-droite d'exulter sur les réseaux sociaux. Le groupe s'est mobilisé à travers la voix de notre conseillère régionale Anais Widiez pour que cette subvention soit maintenue. Nous avons finalement obtenu gain de cause, l'exécutif étant revenu sur sa décision absurde.



· Sécurité : la vidéosurveillance à outrance ·

Contrairement à ce qu'affirme Laurent Wauquiez, et comme l'a montré le chercheur Guillaume Gormand lors de son évaluation des politiques publiques de sécurité, **la vidéosurveillance n'a pas d'effet dissuasif sur la population**. Les caméras dans l'espace public peuvent entraîner un changement dans la manière de commettre l'infraction, mais il n'a pas été prouvé que la ou le délinquant-e renonce à agir par la simple présence de vidéosurveillance dans les environs. Cet outil coûteux n'est donc pas la solution miracle à la délinquance. S'il peut s'avérer utile pour organiser les interventions des forces de l'ordre ou éviter les guet-

apens, c'est à la condition que des opérateurs-rices qualifié-es et non débordé-es puissent traiter les images et entretenir le matériel. Ces coûts de fonctionnement sont toutefois ignorés par la Région et laissés lâchement sur le dos des communes ou des établissements qu'elle subventionne. Laurent Wauquiez devrait d'abord soutenir les communes dans leurs actions de prévention de la délinquance, au lieu de seulement dépenser inefficacement des sommes astronomiques dans une technologie qui ne pourra jamais remplacer la capacité de discernement de l'être humain !

· Le pire de l'extrême droite ·

Le conseil régional compte 17 élus d'extrême droite, rassemblés en deux groupes (13 RN, 4 Reconquête). Sous le vernis de la dédramatisation, persiste un projet clairement réactionnaire et xénophobe, un projet antisocial, antiécologique et antidémocratique. Voici notre compilation des **pires inepties entendues en assemblée plénière, qui ne font jamais l'objet d'un recadrage par le président de région puisqu'il a notamment approuvé, pour la première fois cette année, des amendements du groupe pro-Zemmour, affirmant « être là pour ne diaboliser personne ».**

01. « *Nous aurions tort de critiquer principalement ces fiers hommes et femmes faiseurs de terroirs comme les **écoterroristes khmers verts planqués dans les quartiers cossus des grandes villes** le font, eux, allègrement* », Benoît Auguste, juin 2023

02. « *Quand on explique qu'un pénis n'est pas un pénis, ou le Planning familial qui déverse des insanités et des absurdités sur le corps humain., ou encore la galerie des Limbes que l'on avait déjà épinglée pour une exposition pédopornographique, la semaine du genre et de l'inclusion à Sciences Po, il va falloir que l'on choisisse vraiment et que l'on fasse le **tri avec toutes ces associations*** », Isabelle Surply, mars 2023

03. « *Attention de ne pas vous soumettre à l'**idéologie dominante d'une hystérique criminalisation des émissions de CO2** qui participe à la culpabilisation des Français et qui contribue à leur appliquer des taxes et des restrictions de liberté sous couvert d'une éventuelle responsabilité dans les effets du réchauffement climatique* », Rémi Garnier, déc. 2022

04. « *Les multiples attaques idéologiques contre nos statues et monuments, la plupart du temps réalisées par l'extrême gauche wokiste en mal de construction identitaire, ne sont malheureusement pas les seules agressions dont sont victimes nos patrimoines historiques* », Brice Bernard, mars 2023

05. « *Nous allons donc, à travers cette association, financer l'utilisation de l'écriture dite inclusive et l'usage du pronom « iel » auprès des lycéens. Je passerai les slogans inventés par cette association qui réalise l'exploit d'associer le mauvais goût et le point médian* », Stéphane Blanchon, déc. 2022

06. « *Pourquoi uniquement l'islam ? Ouvrez les yeux. C'est peut-être l'islam qui pose un problème. Je n'ai pas vu de bouddhistes ou d'autres qui posaient des problèmes.* », Vincent Lecaillon, déc. 2022

07. « *Protégeons la femme. Protégez-nous. Au lieu de financer les officines wokistes comme Filactions, qui font du mal à nos enfants...* », Isabelle Surply, déc. 2022

· Bientôt un Observatoire du Wauquisme ·

Laurent Wauquiez a fait de la région Auvergne-Rhône-Alpes un laboratoire où expérimenter son programme de droite radicale et conservatrice, qui flirte trop souvent avec l'extrême-droite. Dîner des sommets, coupes budgétaires, notamment dans la culture et la formation professionnelle, dérive sécuritaire et identitaire, positions homophobes, obsession pour l'hydrogène, l'avion et le goudron, rejet de toute opposition et de tout contre-pouvoir : il y a déjà tant à dire sur les oeuvres de celui qui préside notre région. Afin de comprendre plus en profondeur son projet politique, nous avons décidé de créer l'Observatoire du Wauquisme. Il vise à analyser **comment Laurent**

Wauquiez et son équipe ont fait de la Région un instrument et un système au service d'une politique résolument anti-démocratique, anti-écologique et anti-progressiste, bien loin de « l'écologie positive » et des valeurs républicaines dont ils se réclament. Notre objectif : faire comprendre en quoi Laurent Wauquiez est un danger pour le bon fonctionnement de notre démocratie, pour notre région, pour notre planète et pour nos droits.

Rendez-vous en septembre sur notre site pour découvrir les arcanes du wauquisme - à ne pas confondre avec le wokisme, son grand épouvantail.

• 29 élu·es écologistes à votre écoute •

Le 27 juin 2021, nous étions 28 élu·es écologistes à rejoindre les bancs du conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes, devenant le premier groupe d'opposition à Laurent Wauquiez. En septembre 2022, nous avons été rejoint·es par Vincent Gay, élu du Grésivaudan (Isère) et 29^e élu du groupe à la suite du jeu des démissions après les élections législatives.

Notre groupe est **le plus jeune de l'assemblée** (47 ans en moyenne, contre 55 ans pour la droite), **le plus féminisé** (17 femmes et 14 hommes), **le plus renouvelé** (1^{er} mandat au conseil régional pour 22 élu·es sur 29) et **il représente l'ensemble des 13 départements et collectivités d'Auvergne-Rhône-Alpes**.

Nous avons une responsabilité nouvelle face à une droite antiécologique et antisociale : limiter la casse pour les habitant·es de la région confronté·es à un second mandat de Laurent Wauquiez, et construire les conditions d'une alternance en 2028. C'est ce qui nous anime au quotidien, autour de **trois priorités** :

○ **Boussole pour l'alternance en 2028** : nous l'avons été toute l'année en proposant de nombreux amendements pour défendre notre vision, en dialoguant avec les acteurs et actrices de terrain pour enrichir nos propositions et en défendant notre vision dans la presse.

○ **Bouclier face au système Wauquiez** : la tâche est ardue, mais nous avons limité la casse sur Natura 2000, la culture ou encore Filactions grâce à votre mobilisation. Nous n'hésitons pas à faire respecter le droit en saisissant les autorités administratives compétentes ou la justice (Dîner des sommets, transparence des frais de déplacement et de réception, délibérations liberticides).

○ **Porte-voix des mobilisations citoyennes** : l'année a été riche des manifestations contre la réforme des retraites, mais aussi des mobilisations environnementales croissantes. Nous avons soutenu la convergence des luttes naissante dans notre région.

N'hésitez pas à nous solliciter, à relayer vos préoccupations auprès de notre groupe, soit en nous écrivant individuellement (adresse en prenom.nom@auvergnerhonealpes.fr), soit sur la boîte mail du groupe : contact@ecologieaura.fr

Retrouvez la composition complète du groupe sur notre site



• Informez-vous, contactez-nous ! •

Fidèles à notre engagement, nous avons imaginé **des formats pour rendre compte de nos différentes actions en tant que conseillères et conseillers régionaux**. Parce qu'il en va de la vitalité démocratique, du respect de notre engagement de redevabilité, et parce que nous avons besoin de votre force : informez-vous, contactez-nous :

- Boucle Telegram : <https://t.me/ecologieaura>
- Newsletter mensuelle
- Soirée visio d'échange et rencontres territoriales
- Boucle de discussion Telegram et Whatsapp par territoire animée par les membres du groupe

Inscrivez-vous sur notre site internet

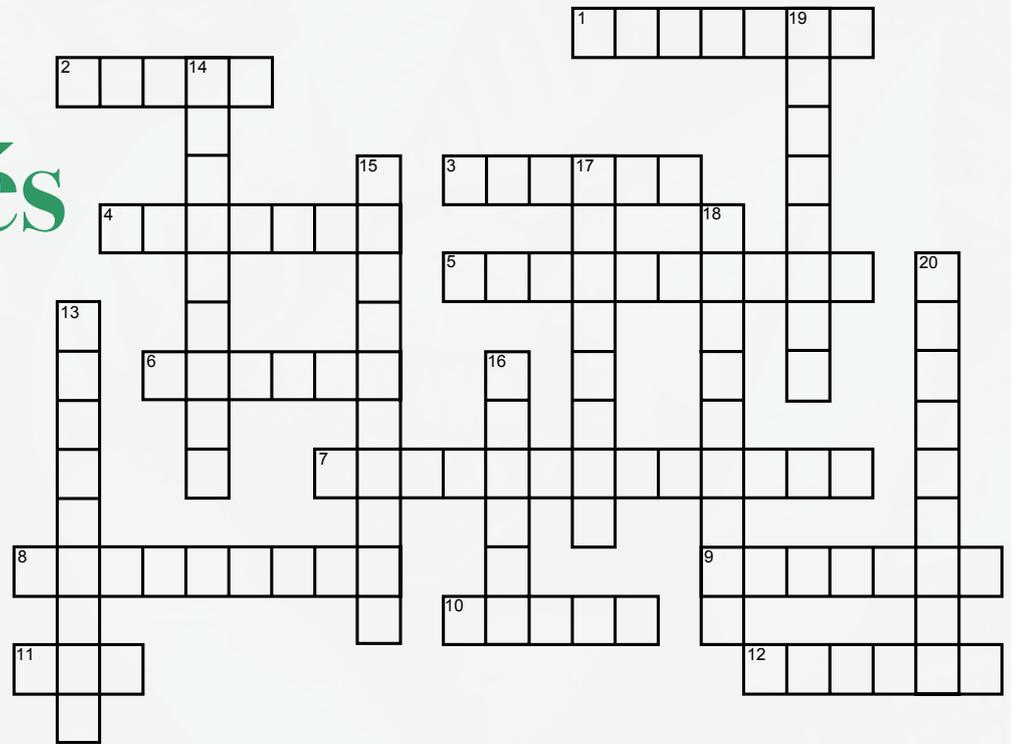


Venez nous rencontrer et assister aux assemblées plénières du conseil régional en vous inscrivant par mail : contact@ecologieaura.fr

Prochaines assemblées plénières :

- Jeudi 19 et vendredi 20 octobre 2023
- Jeudi 14 et vendredi 15 décembre 2023

Mots croisés



Horizontal

01. Art trop concentré sur les métropoles, et trop adepte de la liberté d'opinion **02.** On l'attend de pied ferme entre Thiers et Boën et sur la rive droite du Rhône **03.** Entre amis et aux sommets, ils permettent de se régaler à nos frais **04.** On le préfère en plein air, plutôt qu'en cages subventionnées par la Région **05.** Trop présente dans nos débats, même 10 ans après le mariage pour tous **06.** Nouveau meilleur ami texan de Laurent Wauquiez **07.** Pour les TER comme dans les lycées, l'outil de casse du service public **08.** Dévoiement des principes républicains par électoralisme (≠ de wokisme) **09.** Réflexe de l'exécutif à nos demandes de transparence **10.** Du ciment, du sable, du gravier, de l'eau et,

beaucoup d'argent public **11.** On la gaspille pour faire de la neige ou du maïs **12.** Ils sont 305 à attendre des investissements plutôt que des discours

Vertical

13. Forêt préservée grâce à la victoire contre Center Parcs à Roybon **14.** Se dit de l'objectif de limiter le réchauffement à 2°C si on continue sur cette pente **15.** Repas qui manque trop souvent dans les cantines de nos lycées **16.** Capte l'argent public régional à la place des assos de protection de la nature **17.** L'espoir pour la région en 2028 **18.** Compétence majeure sacrifiée par Laurent Wauquiez **19.** À 64 ans, c'est toujours non pour nous ! **20.** Brebis Mérinos au swag incroyable, qui gambade près de la RN88

Contre la RN88 : s'il vous plaît, dessine-moi un mouton !

Zadinette a rejoint notre groupe en juin 2023. C'est une fière **brebis Mérinos de trois ans**, au bêlement musical et à l'allure altièrre. Elle gambade le long du projet écocide de déviation de la RN88 en Haute-Loire.

Zadinette et ses 25 copines des Brebis des Sucs seront sans doute vues comme des brebis galeuses par les promoteurs de la **bétonisation de 140 hectares** de terres agricoles, de zones humides et de forêts pour gagner trois minutes en voiture, à coup de centaines de millions d'euros d'argent public régional.

Le proverbe chinois dit : « **Lorsqu'un troupeau de moutons est uni, le loup n'ose l'attaquer** ». Face à ce grand projet inutile et écocide, nous sommes partie prenante de cette large union pour empêcher le saccage des sucs alors même que deux recours en justice ne sont pas épuisés.

« S'il vous plaît, dessine-moi un mouton », demande le Petit Prince. Espérons que notre Zadinette, qui a la chance de ne pas vivre dans une caisse, pourra **nettoyer notre région des pousses de béton qui s'y développent**.



Pour mieux connaître Zadinette >

